

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE de CLERMONT
L'HERAULT

DOSSIER : N° PC 034 079 21 C0120 M02

Déposé le : 30/07/2024

Complet le : 30/07/2024

Affichage Mairie le : 31/07/2024

Demandeur : EDMP PACA

Nature des travaux : Régularisation du projet avec les dispositions du PLU approuvé en date du 06/03/24 concernant l'implantation du projet à l'alignement de l'emprise publique constituée par le Square Clovis Roques au vu du jugement du tribunal administratif de Montpellier en date du 04/07/2024

Sur un terrain sis à : 2 AV DE MONTPELLIER à CLERMONT

L'HERAULT (34800)

Référence cadastrale : 79 BE 77

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire modificatif au nom de la commune de CLERMONT L'HERAULT

Le Maire de la Commune de CLERMONT L'HERAULT

VU la demande de modification de permis de construire présentée le 30/07/2024 par SASU EDMP PACA, représentée par Mr PAOLINI Raphael

VU l'objet de la demande

- Pour la régularisation du projet avec les disposition du PLU approuvé en date du 06/03/2024 concernant l'implantation du projet à l'alignement de l'emprise publique constituée par le Square Clovis Roques au vu du jugement du tribunal administratif de Montpellier en date du 4/07/2024 ;
- sur un terrain situé 2 AV DE MONTPELLIER à CLERMONT L'HERAULT (34800) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 06/03/2024 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 15/09/2022, relative à la convention de Projet Urbain Partenarial entre la commune de CLERMONT L'HERAULT et la société EDMP PACA, en vue de réaliser la présente opération,

Vu la convention de Projet Urbain Partenarial entre la commune de CLERMONT L'HERAULT et la société EDMP PACA, en date du 22/09/2022

Vu le permis de construire initial délivré le 26/09/2022, et son modificatif délivré le 08/02/2024

Vu l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault en date du 01/08/2024

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 4/07/2024

ARRÊTE

Article 1

Le présent Permis de Construire modificatif est **ACCORDE**

Article 2

La modification concerne uniquement la régularisation du projet avec les dispositions du PLU approuvé en date du 06/03/2024 concernant l'implantation du projet à l'alignement de l'emprise publique constituée par le Square Clovis Roques au vu du jugement du tribunal administratif de Montpellier en date du 04/07/2024

Article 3

Le présent arrêté n'apporte aucun changement à la période de validité du permis de construire initial, dont les prescriptions et obligations sont maintenues.

CLERMONT L'HERAULT, le 14 AOUT 2024
Le Maire,


Gérard BESSIERE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances